

COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE DE L'OPPOSITION DJIBOUTIENNE
tenue à la Librairie Résistances, 4, Villa Compoint, 75017 Paris, le samedi 30 juin 2018

L'Alliance Républicaine pour le Développement (ARD) a organisé une conférence de l'opposition djiboutienne à Paris samedi 30 juin 2018 à l'occasion des 41 ans de la dictature à Djibouti depuis l'indépendance nationale.

Les intervenants à la conférence présents dans la salle sont :

Jean-Loup Schaal, président de l'Association pour le Respect des Droits de l'Homme à Djibouti (ARDHD),

Bourhan Yacoub Halato, représentant en France du parti Rassemblement pour l'Action, le Développement et la Démocratie (Radd),

Raymond Ayivi, référent de la Plateforme panafricaine,

Mohamed Kadami, dirigeant du FRUD (Front pour la restauration de l'unité et la démocratie),

Ismaël Ahmed Assoweh, ancien député de l'Union pour le Salut National (USN),

Hassan Abdillahi, président du Mouvement des jeunes de l'opposition (MJO) – Europe,

Régis Marzin, journaliste et chercheur indépendant, et

Maki Houmed-Gaba, représentant de l'ARD en Europe.

Deux intervenants à la conférence ont communiqué par téléphone. Il s'agit de :

Adan Mohamed Aboud, président de l'ARD, Alliance républicaine pour le développement

Abdourahman Mohamed Guelleh, dit TX, président du RADD, Rassemblement pour la démocratie et le développement.

Maki Houmed-gaba a introduit la conférence de l'opposition djiboutienne organisée à Paris à l'occasion des 41 ans de la répression qui prévaut à Djibouti depuis l'indépendance nationale du 27 juin 1977. Il a présenté les intervenants et les thèmes qui seront abordés.

Jean-Loup Schaal retrace l'histoire de l'ARDHD depuis sa fondation en 1992. Il appelle à une vigilance nécessaire face à l'influence grandissante de la Chine à Djibouti, notamment par l'augmentation de la dette contractée par Djibouti et son absence de réaction aux violations des droits de l'homme. Jean-Loup Schaal appelle également à un nécessaire retour à l'unité de l'opposition djiboutienne.

Bourhan Yacoub présente le parcours et la situation du parti RADD qu'il représente en France. Il a rappelé l'importante mobilisation djiboutienne depuis 2013 à laquelle le mouvement RADD a beaucoup contribué. Cette formation politique toujours privée de statut légal poursuit la mobilisation.

Mohamed Kadamy, doyen de l'opposition djiboutienne et responsable du Frud, a pris la parole pour rendre un hommage appuyé à Gaëtan Moutou, référent d'Amnesty international disparu le 25 mai 2018. Après une minute de silence, M. Kadamy a énuméré les actions entreprises par Gaëtan Mootoo, spécialiste de l'Afrique et chercheur pour Amnesty international, qui a dénoncé les violations des droits de l'homme.

Régis Marzin, journaliste chercheur indépendant, a rappelé le contexte des élections djiboutiennes depuis 2018. M. Marzin a évoqué les évolutions possibles en Afrique avant la présidentielle de 2021, l'évolution de la relation Union Européenne – Union africaine et les processus électoraux à Djibouti. En Afrique, depuis 2015, le processus de démocratisation de l'Afrique s'équilibre entre dictatures et démocraties. En 2018 s'y rajoute la montée du niveau de dictature après les inversions de résultats de 2016 au Congo Brazzaville, à Djibouti et au Gabon. A partir de 2021, les manœuvres des dictateurs dans les processus électoraux créer une réaction internationale de découragement face aux dictateurs. Le peu de moyen de l'Union africaine limite son action, tandis que l'UE agit aussi en fonction des intérêts européens. A Djibouti, Guelleh désorganise l'opposition. Il s'appuie sur la limitation du nombre de partis et leur clonage. Le clonage de parti avec interdiction à Djibouti est à un niveau plus élevé que le clonage dans d'autres dictatures. Guelleh excelle ainsi dans la fabrication d'un système de fausse opposition.

Ismail Ahmed Assoweh, ancien député USN, a présenté brièvement le parcours de la coalition USN et s'est dit conscient des frustrations endurées par les citoyens Djiboutiens après l'échec de l'USN à partir de 2016. M. Assoweh appelle les Djiboutiens à reprendre le chemin d'une reconstruction d'une nouvelle union de l'opposition et de la société civile djiboutiennes afin de rééditer l'exploit. M. Ismail Ahmed Assoweh a rappelé que l'opposition travaille actuellement à établir un bilan des erreurs et des échecs de l'USN avant d'envisager et de proposer un projet de reconstruction.

Hassan Abdillahi Robleh, président du MJO-Europe, a présenté à son tour la situation qui prévaut à Djibouti où les jeunes perdent tout espoir d'une vie meilleure. Dans quelque temps, nous serons à un demi-siècle de dictature. Il faut penser à se pencher sur la question de la jeunesse djiboutienne qui a besoin d'avoir des réponses concrètes : quelle Djibouti va-t-on laisser aux jeunes ? L'engagement du MJO dans cette lutte se situe dans cette optique. Note mouvement encourage les formations de l'opposition à s'unir et soutient toutes les initiatives en ce sens. Le pouvoir a réprimé sévèrement les enseignants et les jeunes qui s'étaient mobilisés avec la coalition USN en 2013. Aujourd'hui l'opposition devrait travailler avec le nouveau premier ministre réformiste de l'Éthiopie. Le MJO prépare une conférence à Bruxelles où seront encouragés les membres de l'opposition à se constituer en nouvelle force permettant d'affronter la dictature.

Raymond Ayivi, référent de La Plateforme Panafricaine, a rendu hommage appuyé à l'opposition djiboutienne pour son attachement au projet panafricain pour la libération de notre continent. La mutualisation des forces entre mouvements de libération de l'Afrique est bien le seul moyen capable de créer la synergie nécessaire à un tel projet. M. Ayivi a également comparé la situation de Djibouti avec celle qui prévaut au Togo où les deux dictateurs non élus pratiquent le détournement des choix des citoyens pour se maintenir au pouvoir.

José Berre, universitaire panafricaniste, a présenté une théorie intitulée : Fédéralitude. Il propose dans cette vision une nouvelle perspective pour envisager la gouvernance politique sur le continent africain. José Berre rappelle les échecs de la gouvernance en Afrique et les relie à la difficulté de trouver un système de gouvernance qui correspond aux cultures africaines. Il propose d'expérimenter la mise en place d'un directoire à présidence tournante en lieu et place des systèmes présidentiel ou parlementaire qui ont montré leur limite dans la majorité des pays en Afrique.

Plusieurs militants de l'opposition djiboutienne ont fait le déplacement et ont animé le débat dans la salle. Notamment, Abdoufatah Aden Hassan, Fathi Miguil, Moustapha Waberi Abdillahi Naguib Omar Houssein.

Une communication téléphonique a permis d'échanger longuement depuis Djibouti avec le président de l'ARD, Monsieur Adan Mohamed Abdou, et avec le président du RADD, Monsieur Abdourahman Mohamed Guelleh (dit TX).

Adan Mohamed Abdou a rappelé le niveau de répression qui cible toujours les membres de l'opposition djiboutienne mais aussi les citoyens qui osent exprimer un point de vue divergent. Il a rappelé cependant le besoin de persévérer malgré et contre cette répression pour faire advenir une nouvelle coalition de l'opposition, seul moyen de renforcer la lutte.

Abdourahman Mohamed Guelleh a également rappelé le niveau de la répression et a rappelé la lutte de terrain menée par le RADD. L'ensemble des actes de répression font l'objet d'une communication systématique par le RADD destinée à la communauté nationale et internationale, seul moyen de dénoncer la perversion continue du système. Le président du RADD a appelé à un renforcement interne de chaque formation avant d'envisager la création d'une coalition de l'opposition djiboutienne.

Une conclusion a terminé la conférence. Les échanges ont permis de noter deux points essentiels à retenir. D'une part, inviter chaque formation à renforcer son fonctionnement interne et se préparer à la création d'une nouvelle force unie face à la dictature. D'autre part, rappeler que la société civile est un partenaire nécessaire pour une reconstruction de l'unité d'action.

Maki Houmed-Gaba

Représentant de l'ARD en Europe

ardeurope@yahoo.fr

Paris, le 20 juillet 2018